

De la fête au spectacle (1^{ère} partie) :

Nous vivons une époque sans fête. Il faut prendre la mesure de la nostalgie, d'une part, et de la révolte, d'autre part, dont cette phrase résonne, l'une se nourrissant de l'autre. Nous vivons une époque sans fête mais qui survit dans une image perdue de la fête, une image composée d'excès, de débauche et de liberté, le rêve d'une levée de tous les interdits et d'une dépense de vie à son paroxysme. Avec elle, nous entrerions dans un royaume utopique où règneraient le principe du rire, la liberté, l'égalité et l'abondance. Le peuple, selon l'expression de Mikhaïl Bakhtine (*L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au moyen-âge et sous la renaissance*), y connaîtrait sa « seconde vie », sa « vie de fête ». Toute entière placée sous le signe du jeu, le cosmique, le social et le corporel y seraient liés en un tout vivant et indivisible, joyeux et bienfaisant. La peur et l'angoisse y seraient surmontés. Retour à un état d'innocence originelle, manifestation suprême d'un goût du jeu et de la folie,

la fête constituerait un « temps hors du temps, un moment privilégié qui échappe aux règles de l'habitude¹ ». Célébration de l'unité et de l'identité du corps social, tous y seraient égaux en droits et dans la participation. A ce compte, la fête serait le paroxysme de la société, « le phénomène *total* qui



manifeste la gloire de la collectivité et la retrempe dans son être », selon Roger Caillois². On y vivrait un temps où l'on ne serait tenu que de dépenser et de se dépenser et où tout n'y serait que prétexte et matière : abondance de boissons et de nourritures, ivresse, débauche, explosions de joie, sexualité libre et orgiaque, jeux, représentations comiques, parades,

¹ Yves-Marie Bercé, *Fête et révolte (des mentalités populaires du 16^{ème} au 18^{ème} siècle)*, éditions Hachette, Paris, 1976, « Pluriel/Histoire », p.25

² « La fête », conférence du 2 mai 1939 au Collège de Sociologie, reproduit dans *Le Collège de Sociologie (1937-1939)*, textes rassemblés et présentés par Denis Hollier, éditions Gallimard, Paris, 1995, p.695

banquets. Tout au long de sa tenue, il n'y aurait point de hiérarchie qui tienne : nous vivrions dans un perpétuel Carnaval où l'abolition ou l'inversion des hiérarchies créerait un nouveau type de rapports humains et où règnerait en seul maître le plaisir de chacun. L'espace d'un instant, la communauté développerait ses activités de manière autonome et s'appuierait sur une participation active de tous. En ce sens, elle s'intégrerait au domaine des utopies révolutionnaires et la fête, dans ses principes mêmes, serait liée au rêve d'un monde nouveau.

Aussi fantasmée soit-elle, une telle image s'inscrit au terme d'un développement historique continu qui marque la lente disparition et dégradation de la fête en spectacle. Elle s'appuie sur un ensemble de représentations héritées et se nourrit largement de la nostalgie de fêtes passées et disparues depuis. Dans leur forme primitive, ces fêtes pouvaient durer jusqu'à plusieurs mois d'affilés. Encadrées par tout un ensemble de restrictions, elles constituaient un monde d'exception et leur règne était celui du sacré. A l'opposé de l'imaginaire révolutionnaire qui les accompagne désormais, elles jouaient une fonction de renouvellement, de rajeunissement de l'ordre. Elles permettaient, comme l'a mis en évidence Roger Caillois, d'éviter son usure et de le régénérer en le ramenant à son anarchie première et en instaurant dans ses principes la nécessité d'un temps de décompression. Ainsi, en même temps que le rite refaisait le tracé de l'ordonnement du chaos, « la fête [ramenait] le temps de la licence créatrice¹ ». Durant ce bref intervalle, le plus souvent situé symboliquement au changement des saisons ou d'années, toutes les règles usuelles étaient suspendues, tous les excès (ou presque) étaient permis. Chaque hiver, par exemple, les eskimos éteignaient puis rallumaient les lumières pour marquer le changement d'année. Durant cet interstice, les individus pouvaient s'accoupler librement dans le noir. De façon plus générale, on y ingérait des quantités énormes de nourritures lors de grands banquets, on s'abandonnait à l'ivresse, à l'orgie, parfois même à la violence. Durant le déroulement des festivités, on n'hésitait pas à y dépenser et à y gaspiller ostensiblement, lors de potlachs, des vivres et des richesses qu'il avait parfois fallu plusieurs années pour rassembler. On y intégrait aussi de nouveaux membres par des rites d'initiation tandis que l'on prenait congé des morts. Toutes les classes sociales s'y retrouvaient et s'y mélangeaient et on y multipliait les actes à rebours : on élisait un roi de parodie, les esclaves devenaient des maîtres et inversement.

Plusieurs siècles plus tard, on retrouve au Moyen-Age de nombreuses survivances de ces fêtes anciennes. Leur calendrier y est encore en grande partie calqué sur le rythme symbolique des changements de saisons. On y retrouve intact ces excès de débauche. Le

¹ R. Caillois, « La Fête », op. cit., p.669

peuple s'y réunit, toutes classes sociales confondues, tous acteurs et spectateurs à la fois, lors de grands banquets, de parades, de jeux et de spectacles. Avec le carnaval, il perpétue ce renversement temporaire des hiérarchies. Il y élit des rois de pacotille. Bien que cette signification se soit sans doute peu à peu perdue, on y célébrait encore la mort et la résurrection d'un ordre, l'alternance et le renouveau. Dans les campagnes comme dans les villes, on y invoquait la protection de Dieu ou de saints, qu'il s'agisse de favoriser les récoltes comme d'assurer la protection de la cité. Dans les villes, les grandes fêtes s'associaient souvent à un événement majeur, légendaire ou non, lié à sa naissance ou bien à sa sauvegarde.

Désormais aussi, chaque fête était prétexte à la tenue d'une immense foire. Ces importantes festivités étaient l'occasion de représentations théâtrales, de promenades de dragons ou de géants, de parades de corps de métier, d'exercices militaires, de défilés en armes (jusque vers 1660, la sécurité de la ville



dépendait de milices populaires) et de l'organisation de jeux et de tournois. Elles témoignaient de façon exemplaire de l'identité et de l'unité de la ville. La fête était l'occasion de célébrer la cité, d'en démontrer la grandeur. Chacun y était à la fois acteur et spectateur. Le cortège des corps de métier, auxquels chacun participait, était l'occasion pour la communauté de se regarder dans un miroir et pour chacun d'y affirmer son appartenance. La fête appartenait à tous et était le fait de chacun. Lorsque Victor Hugo, non sans une certaine nostalgie, choisit d'ouvrir son roman *Notre-Dame de Paris* par la longue description d'une de ces fêtes (en l'occurrence, la conjonction du jour des Rois et de la fête des fous), c'est très justement sur ce phénomène de foule et d'immense participation populaire qu'il insiste. Peu importe le mystère édifiant du pauvre Gringoire, peu importe le cortège des ambassadeurs flamands, le peuple est seul maître de sa fête. Le spectacle n'y est pas encore, comme c'est le cas aujourd'hui, dans ce qu'on lui donne à voir et à admirer : il est dans la foule hétéroclite où s'invectivent et s'amusent les gens, il est dans sa bigarrure, dans l'explosivité et le caractère incontrôlable et imprévisible de ses mouvements, il est dans l'insolence de ses compagnies de jeunesse, dans les feux de joie que l'on dresse sur les places publiques, dans les cortèges qu'accompagnent les musiciens, dans l'élection joyeuse d'un roi de la fête, dans la danse et dans la beuverie. Victor Hugo y montre avec justesse l'entière accapuration de la fête par le peuple. Celui-ci réclame le mystère ? on lui donne le mystère. Puis il en s'en lasse. Il admire

un temps l'arrivée des cardinaux et des flamands, puis il s'en détourne. Bientôt, il arrête le mystère, fait fuir les cardinaux, organise un concours de grimaces pour élire son roi d'un jour, lui fait cortège dans la musique et parade dans les rues de la ville jusqu'à un feu de joie. En ce temps-là, le peuple était le seul maître véritable des festivités et n'avait de respect que pour son propre plaisir et son amusement. Qu'on le contraigne et il n'hésiterait pas à pendre les sergents de la ville ! Le temps d'une fête, il n'y avait plus d'autre autorité qui tienne.

La fonction de défoirer des festivités et la nature incontrôlable des foules aidant, il arrivait parfois que la fête tourne à des manifestations plus ou moins violentes. Souvent, les réjouissances étant toujours l'occasion de l'arrivée de marchands et de foires, elles étaient l'occasion d'émeutes antifiscales contre les impositeurs qui les suivaient. D'autres fois, les mises à mort symboliques ou la satire de quelques ennemis pouvaient tourner à l'émeute, « à la recherche d'un bouc émissaire plus incarné que celui proposé par la tradition des fêtes politiques¹ ». Yves-Marie Bercé rappelle ainsi la crainte des autorités vis à vis des fêtes :

« Que la fête puisse être dangereuse, aucun échevin ou consul n'en doutait. Les statuts de police des villes prescrivaient aux milices communales une garde prudente les jours de réjouissances. »²

Que le contexte s'y prête particulièrement, lors de périodes de troubles ou de tensions pré-existantes à la fête, et celle-ci pouvait se muer en véritable révolte. Quand ce n'était pas plutôt l'inverse ! Qu'une révolte se trame et c'est des emblèmes de la fête et du carnaval qu'elle se paraît. Au-delà du débordement d'espoir qui entraînait les émeutiers au combat dans le désordre et la frénésie de la fête ou bien de l'ivresse qui accompagnait l'éventuelle victoire, les attributs du carnaval s'y transformaient en emblèmes de révolte, aidant ainsi à créer une ambiguïté susceptible de désarmer ou de ridiculiser la répression (quand les masques n'étaient pas tout simplement un moyen d'anonymat).

Il ne s'agit nullement ici ni de se leurrer sur la nature révolutionnaire des fêtes – à quelques exceptions près, elles jouaient plutôt un rôle de défoirer apte à la perpétuation de l'ordre – ni sur la nature de ces temps de fête qu'encadraient la misère et la soumission à un ordre féodal tout puissant. Quelques débordements fréquents de ces fêtes passées ne sont pas non plus sans heurter nos mentalités présentes, tels les charivaris de jeunes gens qui entendaient se mêler et condamner ainsi les mœurs déviantes de certains des membres de la communauté (cocus, maris battus, couples en seconde noce, femmes de mauvaise vie...) qui

¹ Y.-M. Bercé, op. cit., p.82

² Y.-M. Bercé, op. cit., p.13

nous apparaissent – à juste titre – comme des intrusions intolérables de la collectivité dans la vie privée des individus. Il n'en reste pas moins que, pour nous autres qui ne pouvons que faire le constat de la disparition de ces types de festivités et, avec elles, d'un lien social réel fondé sur un ensemble de valeurs communes, ces fêtes passées brillent de nombreux attraits. De même, pouvons-nous regretter un temps où le peuple était maître de sa ville, un temps où la cité avait encore une unité et une identité et où son architecture et son organisation était toutes entières sociales.

A observer l'histoire de ces cinq derniers siècles, nous ne pouvons, en effet, que constater l'élimination et la disparition progressive de toutes ces fêtes. A considérer les mesures d'interdiction nombreuses qui ont jalonné plus particulièrement les XVI^{ème} et XVIII^{ème} siècle, il est tentant d'en faire porter une bonne part de la responsabilité sur le dos du siècle de Louis XIV et sur celui du rationalisme des Lumières. Nous devons pourtant préciser que cette hostilité et cette élimination progressive des fêtes ne fut l'apanage d'aucun roi ou d'aucun système politique. De la monarchie absolue de Louis XIV à la République, en passant par la Révolution française, l'Empire, la Restauration ou la monarchie parlementaire dans d'autres pays que la France, cette opposition n'a guère variée et a fait montre d'une remarquable constance. C'est donc dans une évolution générale de la société et des mentalités qu'il faut chercher les causes de cette disparition et non dans tel ou tel arrêt promulgué par tel ou tel régime. Sur ce plan là, divers facteurs jouent ensemble. Tout d'abord, au niveau économique, les progrès de l'économie bourgeoise imposent une logique hostile au système de dépense improductive des fêtes. Le développement économique ne peut, en effet, tolérer sans dommage la dilapidation des richesses qu'elles entraînent. A la logique de la dépense commence à s'opposer celle de la capitalisation, du profit et du patrimoine financier personnel. C'est dans cette perspective aussi que commence à se développer la « valeur travail ». Dépense improductive de richesses et de biens, la fête est aussi dépense improductive de temps et d'énergie. Le temps des réjouissances apparaît donc, de ce point de vue là, doublement condamnable : gaspillage monstrueux de temps et de biens, il est doublement hostile à la logique économique bourgeoise. La critique dépasse cependant largement le seul terrain financier et se double d'un argument moral qui commence à se faire jour : la moralisation par le travail. Les jours d'oisiveté des fêtes sont jours de débauche et de crimes ? L'explication comme la solution est très simple pour un homme du XVIII^{ème} ou du XIX^{ème} siècle : l'oisiveté est mère de tous les vices, n'est-ce pas, et il s'agit de sauver le bon

peuple de ses vices par le travail. L'archevêque de Dijon, au début du XIX^{ème} siècle, est sans hésitation là-dessus :

« L'habitude du travail est le garant des mœurs ; on ne devient immoral que lorsqu'on est désoccupé. »¹

Ce faisant, ce religieux ne fait que reprendre ce qu'avant lui le bon apôtre du travail Voltaire avait déjà affirmé avec force. Ce dernier, en effet, ajoute l'argument moral à celui purement économique qu'il fait peser sur la fête dans l'article qu'il consacre à ce sujet dans le *Dictionnaire philosophique* en 1766 :

« La religion des paysans et des artisans consiste à s'enivrer le jour d'un saint qu'ils ne connaissent que par ce culte. C'est dans ces jours d'oisiveté et de débauche que se commettent tous les crimes. Ce sont les fêtes qui remplissent les prisons et qui font vivre les archers, les greffiers, les lieutenants criminels et les bourreaux. »²

On le voit donc, le rationalisme triomphant du siècle des Lumières ne se montre pas moins hostile à ces fêtes anciennes que la religion et critique en elles un vieux reste de civilisation barbare à évacuer. A ce compte, la fête – affinée et « stylisée », non parfois sans une créativité admirable – devient un luxe aristocratique.

De tels propos, pour édifiants qu'ils soient, mettent en évidence la lien existant entre



l'argument économique et l'argument moral ou religieux dans la critique des fêtes. On le perçoit, par exemple, de manière flagrante dans l'hostilité de la Réforme, dont on connaît par de nombreux travaux les liens qui l'unissent avec le développement de l'économie capitaliste et la valorisation du travail. Au facteur strictement économique se superpose donc celui de l'évolution de la

religion. La disparition des fêtes est aussi fondée sur le discrédit de l'ancien folklore religieux qui les fonde et que l'époque industrielle rejette. C'est à partir du XVI^{ème} siècle, en effet, que l'Eglise commence à condamner efficacement les fêtes qu'elle juge désormais « païennes ». Dans une logique similaire à celle de la Réforme ou du puritanisme anglais, la grande offensive sur ce terrain fut menée en France par le jansénisme. Celui-ci, en même temps

¹ Cité par Y.-M. Bercé, op. cit., p.155

² Cité par Y.-M. Bercé, op. cit., p.154

qu'une religion de « parfaits », tente d'imposer « une ascèse des tentations mondaines, un affranchissement de l'âme qui ne peut être obtenu qu'au prix difficile du refus des plaisirs des sens ». Comme l'explique Y.-M. Bercé, « la fête qui est toujours une vacance accordée aux désirs ne pouvait pas échapper à cet effort de vie purgative qui devait conduire à la libération de l'esprit¹ ». Le prêtre, désormais, tout occupé à la condamnation du corps et de ses plaisirs, devient le grand ennemi des fêtes, n'hésitant pas à intervenir de force pour briser les festivités et, au sens propre, les violons qui les accompagnent – le tout au risque de se voir huer, voire pourchasser, par la population qu'il brime ainsi dans son aspiration à la fête. Parfois, en guise de compensation, L'Eglise propose de remplacer les joyeusetés supprimées par de longues et pénibles processions solennelles.

A ces facteurs, il faut ajouter le développement de l'Etat centralisé qui les accompagne. Les fêtes, on l'a vu, témoignaient à cette époque de l'unité et de l'identité de la ville et, du même coup, d'une autonomie locale dont la perte au XVII^{ème} siècle joue un rôle important dans leur perte de sens et dans leur disparition. La fin de l'autonomie des villes et leur soumission à un état centralisé rend, en effet, caduques leurs célébrations d'indépendance. Le patriotisme de la cité ou de la province cède le pas à l'Etat-Nation. Y.-M. Bercé, qui soutient ce raisonnement, résume ainsi les enjeux de cette évolution socio-politique :

« Au début, il y avait la ville, la communauté d'habitat, enserrée dans ses remparts, communauté de destin dans les siècles d'insécurité. Les fêtes citadines et tout leur appareil de chars et d'associations constituaient le langage visuel par lequel on célébrait cette unité, la gloire et le bonheur de la cité-même. Lorsque la ville perdit son autonomie guerrière (ses remparts et ses milices), financière (son trésor de ville), politique (ses magistrats et ses puissants), les sentiments d'appartenance, le patriotisme ou le militantisme quittèrent cet ancrage pour des entités plus lointaines. Les fêtes citadines étaient alors condamnées par la naissance des états nationaux. »²

Un tel changement n'aurait en soi rien de dramatique si, dans les faits, il ne s'était pas accompagné de la perte progressive d'un lien social et d'une mise au pas de la fête au service de la propagande d'Etat. Si, dès les sociétés primitives, tout seigneur asseyait usuellement sa gloire sur le faste des fêtes organisées par lui et si, dès le moyen-âge, la pratique des « entrées triomphales » et l'organisation de festivités pour l'accueil de seigneurs étrangers étaient

¹ Op. cit., p.148

² *Fête et révolte*, op. cit., p.125

monnaie courante, le siècle de Louis XIV systématise cette utilisation politique des fêtes. La fête cesse de se fonder sur la participation populaire active pour devenir un spectacle. Désormais, comme le résume Y.-M. Bercé, « alors qu'autrefois les fêtes citadines étaient des triomphes collectifs, où tous les corps sociaux étaient engagés dans la parade, la fête était devenue aristocratique dans ses acteurs et ses modes d'expression¹ ».

Tous ces éléments s'aggravent encore, à partir du XIX^{ème} siècle, d'une transformation des villes anciennes très défavorable aux phénomènes de sociabilité et d'appropriation populaire de l'espace. La logique qui commence à s'imposer dès ces années-là et dont l'un des moments les plus importants fut la refonte haussmanienne privilégie l'espace dégagé et impersonnel des grands boulevards aux dépens de l'espace resserré de l'ancien réseau de rues et de places propices aux manifestations de sociabilité. Elle tente aussi, par ce biais, de renforcer le contrôle policier de l'espace urbain et de faciliter le contrôle et la répression de toute révolte, les petites rues étroites constituant un terrain favorable aux émeutiers et à la construction de barricades – mais aussi à la fête, dirons-nous –, tout en rendant délicat le déploiement des forces de l'ordre voire des canons de l'armée. Le développement progressif des moyens de circulation, jusqu'à l'invasion actuelle de la rue par la voiture, implique aussi la mise en œuvre d'une politique urbaine qui cesse de favoriser le rassemblement et le stationnement populaire au profit d'une logique de la circulation constante des hommes et des marchandises.

La seconde moitié du XX^{ème} siècle voit l'aggravation et la confirmation de cette logique et ce, en particulier à travers deux grandes lignes de force. La première d'entre elles consiste dans l'homogénéisation et la banalisation consécutive du territoire. La politique urbaine de toutes les sociétés où règnent les conditions de production du capitalisme moderne entraîne une unification à la fois extensive et intensive de l'espace. L'accumulation des marchandises produites en série tend à dissoudre l'autonomie et la qualité des lieux. Partout dans le monde, les grandes villes commencent à s'organiser sur le même modèle et se ressemblent toutes de plus en plus : même type d'immeubles nouveaux, même organisation de la circulation automobile, mêmes commerces (fut un temps où cette homogénéisation se traduisait par la colonisation rituelle des centres villes par un MacDonald), mêmes bureaux, même reproduction spatiale de la hiérarchie sociale, mêmes centres commerciaux, même placardage publicitaire. A l'intérieur des villes, les nouveaux immeubles se ressemblent tous

¹ *Fête et révolte*, op. cit., p.117

et les appartements sont normalisés sur le même modèle : carré, bétonné, purement fonctionnel. Ainsi, rien ne ressemble plus à une banlieue HLM qu'une autre banlieue HLM.

Le deuxième grand axe de l'urbanisme est celui de la dispersion sociale. Les populations les plus pauvres sont expulsées des anciens quartiers populaires animés pour être disséminées hors de la ville et loin de leur lieu de travail, tandis que les classes les plus aisées désertent à leur tour l'agglomération des centres villes au profit de l'espace parcellaire des riches banlieues pavillonnaires. A ce compte, il ne reste plus guère comme lieux de sociabilité que les mornes et interminables transports en commun, les inévitables embouteillages des

grands axes routiers où nous voilà seuls à plusieurs dans l'espace clos et privé de nos véhicules, ou encore les immenses centres commerciaux qui concentrent en un seul lieu, généralement situé à la périphérie de la ville, plusieurs milliers de consommateurs, quand ce n'est pas la participation passive et



finally isolated at large cultural and spectacular gatherings. One understands, the urban environment and the current living conditions thus lead to a growing isolation of individuals. The valuation since the XVIIIth century of the family hearth and of the couple cell, which participated in its time in this social atomization, intensifies by the propaganda of the « little nest of down » and is doubled now by the intensive development of indoor activities. The reign is in the « fully equipped » apartments : one washes one's clothes and one does one's dishes at home, one entertains oneself at home around a television broadcast (urbanists take care to equip HLM apartments with a television set), today one even does one's shopping at home, one orders one's food at home, one watches films at home, one communicates by internet without moving from one's room, etc. What street sociability of all kinds? Is it not invaded by cars? Scattered in the four corners of the city, workers are isolated from each other as soon as they leave their work; they are exhausted, in a crowded subway car, no longer aspiring to find the calm of their

maison et à savourer un bon « plateau télé », à moins qu'ils ne pestent dans leur voiture individuelle, coincés sur le périphérique dans un immense embouteillage.

Isolés et dispersés, les individus sont néanmoins répartis dans un espace hiérarchisé et cloisonné qui reproduit la division de la société en classes. La politique urbaine des années 1950-60 organise, en effet, massivement la séparation et le cloisonnement social. Eparpillées dans les banlieues, diverses couches de la population qui pouvaient se côtoyer jusque là dans l'agglomération des centres villes sont désormais concentrées dans des zones distinctes et rigoureusement étanches. D'un côté, les classes moyennes commencent à investir en nombre ce qu'on appelle les banlieues résidentielles dont l'unité de base est le lotissement, généralement construit sur le modèle de l'îlot muré avec seulement une ou deux entrées. De l'autre côté, comme le fait remarquer non sans un grincement de dents Guy Debord, « pour la première fois une architecture nouvelle [...] se trouve directement destinée aux pauvres¹ ». Ce sera celle des banlieues HLM, cauchemar gris et bétonné, isolées de toutes parts, loin des centres villes (phénomène qu'accentue la rareté des moyens de transport en commun) et très souvent contenues dans le périmètre restreint des autoroutes périphériques qui constituent, on en conviendra, le plus efficace des remparts. On regroupe massivement dans ces ghettos modernes les classes populaires qui habitaient anciennement les centres villes, ouvriers et populations immigrées.

La fête supposait un espace propice aux regroupements, aux phénomènes de sociabilité, à une certaine atmosphère ludique propre à certaines organisations de l'espace urbain et à certains types d'architecture. Elle impliquait un ensemble de places centrales vers lesquelles converger en masse. Elle nécessitait la pleine utilisation de la rue et de l'espace urbain. Autant de points désormais impossibles à satisfaire. Mises à mal de tous côtés par le développement de l'économie bourgeoise et de l'idéologie de la « valeur travail », par le rationalisme grandissant des Lumières, par la condamnation du corps et des désirs du nouveau puritanisme religieux, par la dissipation du lien social dans une « politique-spectacle » et un centre de la société de plus en plus éloigné et abstrait, ainsi que, donc, par une organisation de l'espace de plus en plus impropre aux rassemblements populaires, que reste-t-il des fêtes passées ? Plus grand chose, si ce n'est rien, à vrai dire. Et le peu qui reste semble irrémédiablement vidé de sens. Certes, faire la « fête », aujourd'hui encore, c'est toujours s'adonner à quelques outrances, excès de boissons, beuveries, et nourritures abondantes. La danse, la musique et tous les rites de séduction qui leurs sont liés ont encore une réalité à nos

¹ *La Société du spectacle*, thèse 173

yeux. L'échange de cadeaux, lors de Noël, d'un anniversaire ou de la St-Valentin, par exemples, est peut-être une forme dérivée très lointainement du potlatch. On s'adonne parfois aussi à élire un roi ou une reine de la fête. Tout cela subsiste, il est vrai, sans qu'on y pense,



comme si l'espace d'un instant on retrouvait quelques réflexes perdus. C'est comme s'il y avait un vocabulaire de la fête, quelques gestes emblématiques qui survivaient. Mais c'est devenu un langage purement individuel et non plus social. Le mot « fête » n'a plus guère de sens aujourd'hui que dans le cadre intime : fête de famille, fête entre amis. Et lorsque le hasard d'un lieu (boîte de nuit, parcs, événements urbains ou fêtes villageoises) nous rassemble, c'est seuls côtes à côtes et non pas ensemble – ou si peu et si rarement – que nous pratiquons ce langage. Bien sûr, si l'on ne se fie qu'au mot, il y a bien des moments de l'année où

nous parlons de « fête ». Ce calendrier moderne, à bien y regarder, est même très similaire à celui du passé. En un sens même, tout comme les fêtes passées exprimaient la réalité et les valeurs communes qui fondent la collectivité, ces moments-là en disent long sur notre société et l'illustrent largement. Certaines sont là pour mettre en avant et stimuler un patriotisme en berne (défilés du 14 juillet ou du 11 novembre) ou revaloriser la cellule familiale (fête des mères, fête des pères) : ce sont celles idéologiques, historiques ou politiques. Il y a surtout celles – parmi les plus populaires – qui illustrent la toute prégnance du commerce et de ses impératifs : Noël, Halloween, la St-Valentin qui n'expriment que le besoin que les marchands ont de faire « tourner la boutique ». Parfois, même, ces derniers – pour les besoins de la publicité – n'hésitent pas à en créer de toutes pièces, telle la « fête des grands-mères » lancée par une célèbre marque de café. Il y a enfin, toutes celles qui, s'appuyant souvent sur d'anciennes fêtes ou traditions locales, n'ont plus guère d'autres fonctions que de valoriser le patrimoine d'un lieu, d'attirer le touriste en nombre, voire de constituer la vitrine de tel ou tel responsable local en vue d'une élection prochaine. (suite dans le prochain numéro...)

**(article publié dans l'Internationale Utopiste n°1 (été 2010),
contact : utopie_pour_tous@hotmail.fr)**